Opposition et société civile démentent vouloir ternir l'image du Burundi

@rib News, 07/05/2012 â€“ Source XinhuaLes partis politiques de l'opposition, certaines organisations de la sociÃ©tÃ© civile ainsi que les mÃ©dias burundais ont rÃ©agi lundi aux accusations portÃ©es contre eux par le gouvernement du Burundi de collaborer avec l'ONG Human Rights Watch pour ternir l'image du Burundi.Pour l'Association des Radio Diffuseurs (ABR), les accusations portÃ©es contre certains mÃ©dias sont sans fondement et le gouvernement devrait plutÃ´t chercher Ã dÃ©mentir le rapport produit par cette ONG au lieu de chercher des boucs-Ã©missaires.
Â«Â Les mÃ©dias ont beaucoup trop Ã faire que de prÃ©parer les rapports des ONGs, soit-t-elle HRW. Ils sont lÃ pour Ã©clair lâ€™opinion et pour que celle-ci s'exprime. Je demanderais tout simplement au gouvernement de travailler Ã dÃ©mentir le rapport au cas oÃ¹ il contiendrait des choses qui ne sont pas correctes plutÃ´t que d'essayer des boucs-Ã©missairesÂ Â», a dÃ©clarÃ© le vice-prÃ©sident de l'ABR, Vincent Nkeshimana.C'est le mÃªme son de cloche qu'on entend du cÃ´tÃ© de la sociÃ© civile. Â«Â Dire que nous Ã©crivons et que HRW signe, c'est un langage de dÃ©nigrement (..). Dire qu'on dÃ©nigre le gouvernement, je ne le pense pas parce que j'ai commencÃ© Ã travailler dans ce domaine en 1974 et je continue Ã servir le pays. Au contraire, c'est aider le gouvernementÂ Â», a indiquÃ© le prÃ©sident de l'AssociationÂ pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues (APRODH, ONG burundaise), Pierre Claver Mbonimpa.Au niveau des partis politiques de l'opposition, le vice- prÃ©sident du parti FRODEBU (un des partis de l'Alliance des DÃ©mocrates pour le Changement) FÃ©dÃ©ric Bamvuginumvira a rÃ©agi en demandant au gouvernement de partir des faits qui lui sont accusÃ©s.Â Â«Â Si le gouvernement est accusÃ© de celui-ci ou de celui-lÃ (...), il doit partir des faits qui lui sont accusÃ©s. Un responsable du gouvernement ne peut pas s'exprimer en accusant sur base des dÃ©clarations qui n'ont pas d'objectivitÃ©Â Â», a soulignÃ© M. Bamvuginyumvira.Samedi dernier, HRW a publiÃ© un rapport dÃ©nonÃ§ant les violations des droits de l'homme au Burundi. Le mÃªme jour, le gouvernement burundais a rÃ©agi et accusÃ© les partis de l'opposition, certaines associations de la sociÃ©tÃ© civile et certains mÃ©dias de travailler avec l'ONG HRW pour ternir l'image du Burundi.